

« Plus de salaires, moins de précaires! », manifestation pour le pouvoir d'achat à Paris

À moins d'un mois de la présidentielle, des milliers de manifestants ont défilé ce jeudi 17 mars à l'appel d'une intersyndicale, revendiquant des propositions fortes et concrètes en faveur du pouvoir d'achat des Français.

Jeudi 17 Mars 2022



Les questions des salaires et du pouvoir d'achat doivent être au cœur de la campagne présidentielle, martèlent les syndicats. Des milliers de manifestants ont battu le pavé ce jeudi dans « plus de 150 points de rassemblement », à l'appel d'une intersyndicale regroupant CGT, FSU, Solidaires, Unsa et plusieurs organisations lycéennes.

Alors que l'inflation poursuit son ascension (+3,6% en un an selon l'Insee) et que la guerre en Ukraine menace de peser sur ses chiffres futurs, le pouvoir d'achat cristallise les inquiétudes des manifestants.

Un pouvoir d'achat bloqué depuis des années

« On ne sort plus, il n'y a plus de cinéma, plus de restos, plus de sorties annexes, et pour les enfants, cela signifie également moins d'activités extra-scolaires », déplore Émilie Thevenet-Kayser, enseignante en SEGPA qui défile aux couleurs de l'UNSA. « J'ai 4 enfants, et financièrement, c'est impossible de tous les inscrire à une activité. Cette année, ils ne font rien » regrette-t-elle, faisant écho au pouvoir d'achat « bloqué » des enseignants depuis 2010, sur lequel le léger dégel de 2017 n'a pas eu de réelle incidence.

Émilie Thevenet-Kayser et ses collègues sont descendus dans la rue car ils ne croient pas à la dernière promesse d'Emmanuel Macron, annoncée à moins d'un mois des présidentielles: dégeler ce fameux point d'indice des fonctionnaires avant l'été. « *Ce n'est qu'une promesse électorale* » analyse-t-elle, face à cette annonce floue et incertaine. « *Nous voulons des vraies mesures, actées* », et qui passent par des augmentations salariales significatives.

Ces revendications sont également portées par la CGT. Dans les colonnes de l'Humanité, Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT insiste : « *La seule solution contre la vie chère, c'est l'augmentation des salaires et des pensions* », accompagnée d'une baisse de la TVA sur les produits pétroliers et énergétiques.

« Pas de salaire inférieur à 1 700 euros »

Pour Gaëlle Martinez, déléguée générale Solidaires pour la fonction publique, il est d'autant plus impératif d'agir que le conflit ukrainien accentue « *l'urgence salariale* » des derniers mois. « *Cela se voit notamment avec les gens qui ont des difficultés à se chauffer, ou encore avec les prix des denrées alimentaires qui augmentent* », développe-t-elle.

Alors que le gouvernement a annoncé, quelques jours auparavant, une réduction de 15 centimes par litre de carburant à partir du 1^{er} avril, Gaëlle Martinez affiche sa grande déception: « *Pour nous, ce sont que des « mesurette », qui ne répondent absolument pas aux besoins de la population* », reproche-t-elle au gouvernement. Du côté des contre-propositions, Solidaires revendique, par exemple, qu'aucun salaire ne soit inférieur à 1 700 par mois, ainsi qu'une augmentation de 400 euros des salaires dès maintenant.

Parmi les manifestants, tous dénoncent le discours porté par la droite et l'extrême-droite, proposant de baisser les cotisations sociales afin d'augmenter artificiellement le montant des salaires, tout en appauvrissant, mécaniquement, les caisses de l'État et les services publics.